

François Chesnais, *pseudo Étienne Laurent*

Espagne :

un an après la mort de Franco

par Etienne LAURENT

Un peu moins d'un an après la mort de Franco, la longue agonie du régime franquiste se poursuit. Avec ce régime, se prolonge encore tout ce qu'il signifie comme répression pour la classe ouvrière et les masses.

Mais, au-delà de la survie du régime, on a assisté depuis un an à une modification continuelle des rapports de force entre les classes en faveur du prolétariat et à une accentuation des déchirements et des affrontements au sommet de l'appareil de l'Etat franquiste en crise. L'actuel gouvernement présidé par Suarez a été caractérisé à sa naissance comme « le gouvernement le plus faible de l'Espagne depuis 40 ans », et sa formation en juillet s'est faite à l'issue d'une crise politique brutale, imprévue et incontrôlée, qui a mis la monarchie, comme telle, en question.

Pour la classe ouvrière et les masses, le prolongement du régime agonisant a signifié déjà en dix mois l'assassinat de trente-deux des siens, le maintien en prison de dizaines de détenus politiques, la difficulté à se dresser comme classe face aux répercussions de la crise économique mondiale et aux mesures que la bourgeoisie tente d'appliquer. Mais on est loin de l'époque où, il y a un an seulement, Franco pouvait encore ordonner l'assassinat des cinq militants de l'ETA et du FRAP. La mort de Franco a bien été pour la bourgeoisie, comme pour la

classe ouvrière, un fait politique central qui marquait par lui-même une étape dans la dislocation du régime.

Les responsabilités de la survie de ce régime peuvent être établies avec un degré de précision chaque jour plus grand. Au nombre de ceux qui se tiennent aujourd'hui au chevet du régime agonisant, tels les médecins auprès du dictateur mourant il y a un an, l'on trouve côte à côte, avec les hommes politiques de la bourgeoisie, les dirigeants des partis ouvriers, ceux qui ont pour nom Carrillo, Felipe Gonzalez, Sanchez Montero, Mugica, Tierno Gal-

van, Tamames, Camacho... Depuis de nombreux mois, il n'y a plus un politicien ni un journaliste espagnol averti qui ne sache, et aussi qui ne s'oriente par rapport au fait que la monarchie et les institutions franquistes doivent leur survie uniquement à l'appui ouvert et direct des appareils contre-révolutionnaires des organisations ouvrières traditionnelles, et d'abord du PCE et du PSOE.

La lenteur de l'agonie du régime franquiste est en rapport direct avec l'enjeu qu'il représente, avec ce que signifie l'Espagne pour la révolution en Europe. Mais seuls ceux qui ont un intérêt direct (tels les journalistes de l'ensemble de la presse française) à cacher la réalité cherchent encore à masquer le caractère absolument incurable du mal. Onze mois après la mort de Franco et l'accession au trône du roi Juan Carlos, la bourgeoisie se débat au milieu d'une crise politique inextricable, où les déchirements au sommet de l'appareil d'Etat peuvent précipiter désormais à tout instant la chute de la monarchie, l'effondrement du régime et l'ouverture de la crise révolutionnaire.

L'enjeu du combat pour les mots d'ordre de République et de Constituante

Dire cela ne signifie en aucune manière s'en remettre à un quelconque automatisme de cette crise. C'est l'intervention effective de la classe ouvrière et des masses opprimées dans les brèches ouvertes au sommet de l'appareil d'Etat qui, seule, peut abattre l'Etat franquiste.

C'est sur ce plan qu'il faut situer aussi bien le rôle des appareils que la portée des mots d'ordre de République et de Constituante, comme mots d'ordre servant à centraliser l'intervention de la classe ouvrière au niveau des institutions et du pouvoir politique.

Aucune aide des appareils du PCE et du PSOE ne pourra jamais permettre à la bourgeoisie de mener à bien la tentative décidée par le roi et le gouvernement Suarez, avec l'appui et l'aide de l'impérialisme mondial, à savoir la greffe de quelques organes de la démocratie parlementaire bourgeoise sur le corps du régime fasciste en décomposition. Mais l'enjeu du combat mené par les directions du PCE et du PSOE pour subordonner la classe ouvrière à la bourgeoisie dans le cadre de la « Coordination démocratique », pour tenter de la convaincre du bien-fondé « d'une transition négociée » avec le gouvernement Suarez et la monarchie comme tels, ne peut être sous-estimé. Il s'agit d'un combat qui vise à tout faire pour retarder et limiter l'intervention directe de la classe ouvrière et des peuples d'Espagne sur leur propre plan.

On ne saurait prendre à la légère, par exemple, la manière dont les dirigeants des organisations ouvrières cherchent à présenter le nouveau vice-président du gouvernement, représentant des forces armées, comme un « bon général », pas plus qu'on ne peut méconnaître ce que signifient comme tentative pour désarmer les militants et toute la classe ouvrière les déclarations faites par le dirigeant stalinien Sanchez Montero lorsqu'il accueille la proclamation de l'Alliance populaire, regroupement des principaux courants politiques franquistes derrière Fraga et d'autres anciens ministres de Franco, en expliquant qu'il s'agit d'une simple « formation électorale », qui « ne nous fait pas peur pour autant qu'elle joue un jeu propre (...) et dont la constitution nous paraît un fait très positif » !...

Sanchez Montero sait ce qu'il fait. Les derniers soubresauts de l'agonie mortelle du franquisme peuvent être violents et exiger l'intervention déterminée de la classe ouvrière pour en abrégier la durée, pour mettre à bas les institutions fascistes qu'une aile de la bourgeoisie cherchera à défendre jus-

qu'au bout. La chute du régime est inévitable, mais personne d'autre que la classe ouvrière ne peut détruire les institutions franquistes et mettre les groupements fascistes hors d'état de nuire. La tentative d'endormir la classe ouvrière par de belles paroles démocratiques est une tentative criminelle, à l'image de la politique de ce parti stalinien qu'est, plus que jamais, le PCE.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre toute la portée des mots d'ordre que les trotskystes défendent, depuis fin novembre 1974, au sein de la classe ouvrière d'Espagne et de ses organisations, mots d'ordre dont la conférence de l'organisation « **IV^e Internationale** » a dégagé toute la signification lorsqu'elle dit :

« Dans la phase actuelle, immédiatement préparatoire à l'explosion révolutionnaire, les trotskystes placent au centre de leur intervention des mots d'ordre qui se situent au niveau de l'Etat et se fixent pour objectif de centrer avec toujours plus de conscience l'attention des masses vers la destruction nécessaire de la monarchie et de l'ensemble des institutions fascistes, à savoir les mots d'ordre conjoints de République, assemblée constituante et droit de séparation des nationalités. Ce sont ces mots d'ordre, ensemble avec ceux qui visent à la destruction radicale de la CNS, qui constituent aujourd'hui le contenu de la lutte pour le front unique des partis et syndicats de la classe ouvrière, dont le cadre est celui de l'Alliance ouvrière, pour laquelle les trotskystes combattent au sein de toutes les organisations ouvrières. »

« Défendre ces mots d'ordre signifie se prononcer aujourd'hui pour la destruction radicale — ouvrant la voie au démantèlement de l'Etat bourgeois comme tel — de toutes les institutions qui se sont confondues pendant 40 ans avec l'Etat franquiste et également pour la liquidation de tous les rapports sociaux qui ont subsisté comme expression de la réalisation in-

complète des tâches démocratiques bourgeoises et la survie de la vieille Espagne cléricale et ultra-réactionnaire. » (1)

Le regroupement urgent et nécessaire de la classe ouvrière d'Espagne tout entière pour abattre les institutions fascistes qui subsistent derrière la monarchie, même lorsqu'elles se heurtent à Juan Carlos, ne peut se faire que sur ces mots d'ordre. Aujourd'hui, ce sont eux qui définissent la ligne de rupture avec la bourgeoisie, celle du regroupement de la classe ouvrière sur son propre terrain pour abattre le fascisme qui est toujours sur pied.

La crise de domination politique et son contenu précis

A l'origine, comme fondement et au cœur de la situation politique d'aujourd'hui, se situe la nécessité dans laquelle la bourgeoisie espagnole et l'impérialisme se sont trouvés placés, de façon toujours plus pressante, de modifier les formes de l'organisation politique à mesure que le combat livré par la classe ouvrière est venu changer l'état des relations politiques entre les classes, telles qu'elles furent créées en 1939 comme conséquence de la politique traître du Front populaire qui aboutit à l'écrasement militaire par les armées fascistes.

La dictature franquiste et l'ensemble des institutions qui l'ont constituée avaient comme base la saignée brutale de la classe ouvrière et des masses, la destruction quasi complète du mouvement ouvrier organisé. Aussi longtemps que le régime a su assurer sur cette base les conditions de l'exploitation, celles de la production et de la réalisation de la plus-value, son existence

(1) Cette résolution est publiée dans le n° 2 (nouvelle série) de « *Correspondance internationale* », novembre 1976.

n'a posé de problèmes ni à la bourgeoisie espagnole, dans l'un quelconque de ses secteurs décisifs, ni à l'impérialisme. A mesure cependant que la classe ouvrière est parvenue, lentement d'abord, puis à un rythme toujours plus rapide, à reconstituer ses forces de classe et que le régime s'est montré de moins en moins apte, malgré son énorme appareil répressif, à dresser un barrage au combat de la classe ouvrière, cette attitude a commencé à changer.

Devant l'incapacité croissante des institutions fascistes à remplir leurs fonctions, la bourgeoisie s'est vue progressivement conduite à accepter l'appui des appareils contre-révolutionnaires et à s'engager, faute d'une autre alternative, dans la recherche de formes de domination nouvelles qui faciliteraient la collaboration ouverte et directe de ces appareils à la défense de la propriété privée.

Déjà posée à partir des années 60, puis de façon ouverte après Burgos, la nécessité de modifier les formes politiques de domination de classe est devenue, depuis la mort de Franco, une exigence immédiate et pressante de la bourgeoisie.

La gravité de la crise de domination politique se mesure au fait que l'appareil d'Etat franquiste, loin de réussir à maintenir la classe ouvrière dans un état de sujétion, doit avoir recours de plus en plus à l'aide des directions des organisations ouvrières traditionnelles pour tenter de juguler et de freiner le combat des masses. Ce fait constitue à son tour en lui-même un facteur supplémentaire de crise, car la collaboration avec les directions ouvrières traîtres représente un élément radicalement étranger aux institutions, aux lois et à l'esprit d'un régime qui est né sur la base de la destruction de ces organisations, et qui a tout fait pour empêcher leur reconstruction par la classe ouvrière.

La modification des formes de domination politique s'impose donc de façon pressante. Mais dans le cas du fascisme, à un degré encore plus fort que

pour le bonapartisme, entre la nécessité de modifier la forme de domination politique et la possibilité de le faire sans précipiter la crise révolutionnaire, il existe un abîme, car les institutions fascistes sont la cristallisation matérielle de rapports de force déterminés entre les classes.

Il ne suffit pas, cependant, que les rapports qui leur ont donné naissance soient modifiés pour que ces institutions disparaissent. Pendant quarante ans, les institutions franquistes se sont confondues avec l'appareil d'Etat. Le personnel politique de Franco en a occupé les leviers de commande, y a établi son monopole et reste toujours en place. Pour autant que l'on puisse utiliser ce terme, s'agissant d'institutions minées par la lutte des classes et rongées par les conflits internes, les institutions de l'Etat continuent à être des places fortes où les hommes du franquisme dominent.

La modification des rapports politiques entre les classes et la nécessité de tenter d'établir de nouvelles formes de domination politique exigent que les franquistes soient délogés de leurs positions. Mais du point de vue de la bourgeoisie, cette tâche doit être abordée en continuant plus que jamais à tenir compte du fait que ces positions sont les institutions de l'Etat bourgeois, et que leur démantèlement équivaldrait au démantèlement de cet Etat et à l'ouverture de brèches béantes, propices à l'intervention des masses.

Or, celles-ci sont aujourd'hui en mouvement, partout en Espagne, et assaillent ces institutions de toutes parts.

La grève des postiers de Madrid et de Barcelone, celles de la métallurgie de Sabadell, de la construction de Léon et de Bilbao, la grève de la Bazan à Cartagène et celle de la EMT à Madrid, les grèves générales du Pays basque seront analysées plus loin du point de vue de leur signification dans les rapports à l'intérieur de la classe ouvrière, entre les masses, les militants et les appareils.

Mais l'on ne peut perdre de vue,

d'abord, l'extraordinaire menace que ces puissants mouvements font peser sur la bourgeoisie, qui se voit déjà obligée de tenter de changer des pièces de son dispositif de domination, en pleine tempête de la lutte des classes, et alors qu'elle ne sait comment y parvenir.

La portée des « réformes »

Tout cela éclaire aujourd'hui les choix politiques de la bourgeoisie espagnole et de l'impérialisme, aussi bien quant aux objectifs qu'ils se fixent que sur les moyens à l'aide desquels ils espèrent les mettre en œuvre.

Les objectifs que se fixent la bourgeoisie espagnole et l'impérialisme ne sont pas et ne peuvent pas être la destruction des institutions fascistes, mais uniquement la greffe sur ces institutions de certains organes de la démocratie parlementaire. Le projet de réforme des institutions présenté aujourd'hui par le gouvernement Suarez prévoit un système qui comporterait deux chambres élues dans des conditions qui en limiteraient au maximum la représentativité. Ces deux chambres fonctionneraient de façon à permettre à la seconde chambre, désignée de surcroît encore en partie par le roi, d'exercer son veto sur la première. Ainsi que le note le « Times », le roi concentrerait entre ses mains des pouvoirs beaucoup plus importants que la plupart des chefs d'Etat européens et posséderait en particulier le droit de recourir sur toutes les questions à la voie du référendum. Le projet de loi réaffirme « l'unité du royaume et de l'Etat », c'est-à-dire se prononce contre le droit de séparation des nationalités et pour le maintien de l'état actuel d'oppression nationale. Il laisse surtout intact l'appareil répressif policier, militaire et juridictionnel construit par Franco.

Le but est donc défini. Il s'agit de préserver l'essentiel des institutions fas-

cistes qui sont les institutions mêmes de l'Etat bourgeois, en leur injectant des éléments limités et partiels de parlementarisme bourgeois. Il s'agit d'un projet voué à l'échec, car c'est à la fois trop et trop peu. D'un côté, c'est trop parce que la tentative, voire même seulement le projet, d'injecter dans le système des éléments qui lui sont absolument étrangers ne fait qu'en aggraver la crise et en disloquer le fonctionnement, ainsi que le comportement de l'appareil policier le démontre si clairement, par exemple.

De l'autre, c'est trop peu, car les changements préconisés par Suarez ne représenteraient pas, même s'ils étaient menés à terme, la mise en place d'une forme de domination correspondant à l'état exact des rapports politiques entre les classes et au rôle que les appareils sont appelés à jouer dans la défense de l'ordre bourgeois menacé.

Rien ne permet de mieux situer la portée exacte de la réforme sinon le fait que son adoption soit soumise aux Cortes franquistes, c'est-à-dire à l'institution à laquelle les nouvelles chambres viendraient se substituer. Les Cortes franquistes sont une chambre corporatiste, dont le rôle avant le développement de la crise du franquisme était extrêmement limité et dont la composition en fait une chambre pratiquement aux ordres du gouvernement en place. Il y a 150 « députés » par exemple qui sont fonctionnaires de la centrale corporatiste, la CNS, c'est-à-dire de l'Etat franquiste et qui, fonctionnaires, obéiront au gouvernement en place.

En soumettant son projet aux Cortes, Suarez cherche à affirmer la continuité fondamentale de l'Etat bourgeois tel que le franquisme l'a façonné et à indiquer les limites d'une réforme qui ne doit toucher à aucune pièce décisive du dispositif franquiste, dans des conditions où le bunker garderait encore ses principales positions.

La bourgeoisie et l'impérialisme indiquent ainsi que les seuls moyens auxquels ils veulent avoir recours pour déloger les franquistes d'une partie de

leurs positions dans l'appareil d'Etat sont ceux de la persuasion et de la pression, moyens dont la mise à la retraite anticipée des généraux de Santiago et Iniesta (ancien commandant de la garde civile) ont fourni un exemple récent.

Pour reprendre le mot ironique d'un journaliste, les Cortes se feront peut-être « hara-kiri aimablement » mais pas le bunker. En effet les bunkers où les bastilles que les classes dominantes se construisent dans la lutte des classes sont la matérialisation de rapports sociaux et continuent, même après que ceux-ci se sont modifiés, à être à la fois le support et l'instrument de la défense d'intérêts considérables.

Ceux qui les occupent ne peuvent être délogés que sous les coups des masses. Les institutions fascistes ne sont jamais démantelées pacifiquement : elles doivent être détruites par la classe ouvrière et les masses en mouvement.

Où est la force du Bunker ?

La question de la « force » du bunker peut maintenant être mieux circonscrite. Elle a deux dimensions : celle des rapports internes à la bourgeoisie, celle de l'action des directions traitées au sein de la classe ouvrière.

Dans son premier aspect, elle n'est rien d'autre que l'expression de l'incapacité de la bourgeoisie, à cause de sa peur de créer des brèches à l'intervention propre de la classe ouvrière et des masses dans la crise, à réduire les fractions qui se refusent à placer les intérêts de leur classe au-dessus de leurs intérêts particuliers et à accepter la modification des formes de domination politique qui s'impose. La « force » du bunker n'est que l'image renversée de la faiblesse d'une bourgeoisie qui en est réduite à recourir aux moyens de la persuasion, par conviction que toute autre politique appellerait l'intervention directe des masses et transformerait par là même la crise de domination politique en crise révolutionnaire et même en révolution.

Dans son second aspect, la force du bunker repose sur l'activité acharnée que mènent les appareils pour tenter de désarmer politiquement la classe ouvrière, d'interdire son regroupement comme classe face à la bourgeoisie, de la persuader aujourd'hui que la seule ligne est celle de l'appui à Suarez sur la base de l'acceptation des « contraintes » auxquelles celui-ci serait soumis quant aux formes et aux rythmes du processus de « démocratisation ».

Le mécanisme de la crise de juillet

La présentation du projet Suarez va porter une nouvelle fois à un point très aigu les contradictions et conflits entre les différentes ailes de la bourgeoisie et du régime en décomposition. Même si le projet ne porte pas atteinte à l'essentiel de ses positions, le bunker est déterminé néanmoins à en obtenir le retrait et à forcer, s'il le peut, une crise politique.

L'analyse de la crise politique du mois de juillet peut éclairer les mécanismes de la nouvelle crise en gestation, illustrer l'état des relations politiques entre les classes et la nature des brèches susceptibles de se produire dans l'appareil d'Etat.

De retour des Etats-Unis, le roi Juan Carlos a destitué le gouvernement Arias Navarro. C'était là la première phase d'un plan mis au point, comme il se doit, dans des discussions tenues avec Kissinger, et au terme duquel il devait être substitué au premier gouvernement de la monarchie un gouvernement de « concertation nationale », c'est-à-dire de coalition entre la majorité des groupes et factions de la bourgeoisie ayant la volonté et la force de procéder aux « réformes » indispensables. Le roi avait fait son choix personnel quant à l'homme qui devait diriger le gouvernement. Il s'agissait de Areilza, comte de Montrico, ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement précédent, qui bénéficiait aussi de l'appui de larges secteurs de la bourgeoisie mondiale.

Ce choix traduisait déjà en lui-même les étroites limites de manœuvre de la bourgeoisie face à la classe ouvrière, d'un côté, et aux défenseurs des institutions fascistes campant dans l'appareil d'Etat, de l'autre.

Partisan convaincu de la nécessité de modifier les formes politiques de la domination de la bourgeoisie, ayant établi depuis longtemps des rapports de collaboration étroits avec Carrillo et plus récemment des rapports identiques avec le secrétariat du PSOE, Areilza avait « l'avantage », en même temps, d'être un homme seul, sans groupe politique organisé derrière lui, donc peu susceptible de faire peur aux fractions organisées à l'intérieur de l'appareil d'Etat. Selon les procédures prévues par la constitution franquiste, ce choix devait recevoir le contre-seing du Conseil du Royaume, organe le plus élevé du dispositif constitutionnel de Franco, dont l'une des fonctions est de présenter, au moment de la destitution d'un gouvernement et de la formation du suivant, une liste de trois noms (*la terna*), parmi lesquels le chef de l'Etat est appelé à faire son choix. Conformément au caractère d'un Etat fasciste dont la clef de voûte et l'organe de décision en dernière instance sont, en toute circonstance, le Führer ou le Caudillo, Franco avait toujours indiqué quel était le candidat de son choix et su imposer son nom sur la liste (comme ce fut le cas pour Arias Navarro en 1973) lorsqu'un début de conflit entre fractions du régime avait conduit les groupes représentés au Conseil à faire d'autres propositions.

En juillet, Juan Carlos a voulu procéder de manière identique. Il n'a fait qu'apporter la preuve que Franco était bien mort et la crise du régime très avancée. Le roi a indiqué sa préférence pour Areilza. Le Conseil du Royaume a dit non. Devant le veto, le roi s'est incliné, sans même tenter de combattre, se repliant sur Suarez dans des conditions où sa capitulation ouvrait brutalement et de manière incontrôlée une crise politique extrêmement sérieuse.

Suarez, homme pratiquement inconnu, a cumulé en effet d'emblée l'hostilité des fractions proches du bunker, qui avaient profité de la capitulation du roi pour avancer leurs propres candidats, Lopez Bravo et Silva Munoz, et celle des hommes et fractions qui avaient donné leur accord antérieur au projet fondé sur le nom d'Areilza. En quelques heures, la capitulation du roi l'a laissé totalement isolé, avec son Premier ministre qui essayait refus après refus de participation au gouvernement en formation. A quatre jours de la destitution d'Arias Navarro, c'est la monarchie elle-même qui était mise en péril. Seule l'intervention précipitée de la hiérarchie catholique est parvenue à colmater la crise et a permis la formation d'un gouvernement où huit ministres sur quinze sont membres de l'organisation politique de la hiérarchie catholique, l'Association nationale des propagandistes (**de la parole de l'Evangile...**).

A sa formation, le gouvernement Suarez s'est présenté comme un « **gouvernement pour l'été** » (« Guadiana »), comme le « **plus faible depuis 40 ans** » (« Ya »). Le peu de force qu'il a acquis, il le doit uniquement à l'appui qu'il a reçu depuis, d'une part, de l'impérialisme mondial qui a serré précipitamment ses rangs autour de la monarchie et, de l'autre, des appareils contre-révolutionnaires de la classe ouvrière qui ont annoncé quelques jours après la formation du nouveau gouvernement que Suarez « **n'était pas l'homme qu'ils avaient d'abord cru** », mais que, à défaut d'Areilza, la « **rupture négociée** » pourrait être organisée tout aussi bien avec lui.

La monarchie de Juan Carlos

Commentant ces événements, l'hebdomadaire « Guadiana », porte-parole de secteurs de la bourgeoisie qui sont à la fois convaincus de la nécessité de modifier les formes politiques de sa do-

mination et décidés à s'accrocher à la monarchie comme seule institution qui permette de tenter l'impossible mariage entre la démocratie bourgeoise et l'essentiel de l'appareil d'Etat antérieur, écrivait le 6 juillet :

« La crise n'est pas résolue. La crise véritable, la crise institutionnelle, est toujours latente ; qui plus est, son caractère de gravité s'est accentué de façon extraordinairement dangereuse. Les raisons en sont claires : le franquisme vit toujours, l'Etat se maintient dans son orbite, le processus de démocratisation est sur le point d'être présenté à des instances décidées à l'obstruction totale. Nous sommes enfermés dans un cercle vicieux que seule la Couronne peut rompre. Tel est bien le mot : rompre, rupture. Une rupture susceptible de surmonter la sclérose mortelle liée aux structures politiques héritées du passé. »

« Nous venons d'assister à un chapitre éloquent (...). Nous pensons que le chef de l'Etat avait une autre solution à sa disposition : renvoyer la liste des trois noms au Conseil du Royaume, créant ainsi une conscience publique des contradictions et affrontements qui opposent les institutions léguées du passé immédiat à la Couronne et au peuple. »

La solution préconisée par « Guadiana », l'épreuve de force publique avec le Conseil du Royaume, équivalait à ouvrir, à l'initiative du roi, une crise constitutionnelle dans laquelle la monarchie, jouant un rôle de type bonapartiste, aurait délibérément pris appui sur « l'opinion publique » pour obliger le Conseil du Royaume à reculer.

C'était là prendre le risque d'ouvrir une brèche très importante dans l'appareil d'Etat et créer une situation qui aurait constitué un appel d'air à une intervention propre des masses.

La monarchie de Juan Carlos n'est pas l'institution que laisse supposer (par calcul ou par naïveté) l'éditorial de « Guadiana ». Elle n'est pas uniquement la forme sous laquelle s'est ex-

primée la continuité de l'Etat bourgeois depuis la Restauration de 1875, ni seulement l'institution derrière laquelle la bourgeoisie espère opérer la modification indispensable de sa forme de domination politique. Elle est aussi l'institution façonnée par Franco, la seule derrière laquelle pourrait se tenter la survie des institutions fascistes. On comprend alors que Juan Carlos ait si vite reculé, à l'instigation de Torcuato Fernandez-Miranda — franquiste de tout temps — qui fut son tuteur et qui est aujourd'hui son principal conseiller en même temps que président des Cortes franquistes. Mais son recul n'a pas empêché la crise de se développer dans les conditions qui viennent d'être analysées, laissant la monarchie pendant trois jours dans un isolement à peu près complet.

C'est ainsi que la monarchie a fini par attirer sur elle tous les coups. Placée au centre de la crise de juillet, elle est sortie affaiblie, diminuée. La classe ouvrière l'a fort bien compris. Dans l'un de ses secteurs les plus directement soumis à l'appareil d'Etat, à savoir les postes, où le gouvernement avait encore pu se servir de l'arme de la réquisition en janvier, les travailleurs se sont engouffrés dans la brèche ainsi créée et ont répondu à la crise dans l'Etat par l'action sur l'un des terrains propres du prolétariat.

Tout indique qu'une crise analogue dans son mécanisme se prépare. De très importants courants du franquisme viennent de constituer, derrière Fraga Iribarne, Lopez Rodo et Silva Munoz, un parti — l'Alliance populaire — autour duquel l'ensemble du personnel politique franquiste a commencé à se regrouper. Au Conseil national du Mouvement, le projet Suarez a été amendé dans des conditions où il n'en reste plus rien, sauf le nom initial. Les anciens combattants dirigés par Giron — la masse de manœuvre du franquisme — sont convoqués à manifester le 20 novembre, au centre de Madrid, pour le premier anniversaire de la mort de Franco.

Le gouvernement Suarez a décidé de présenter sa réforme devant les Cortes, dont il a accepté une nouvelle prorogation et où il a accepté également que la procédure de lecture accélérée du projet de loi ne soit pas appliquée pleinement (les débats seront sans limitation de délais). Il a annoncé enfin qu'il était disposé à « négocier » de larges parties de son projet.

Ainsi que l'observe fort lucidement, le 6 octobre, le « Financial Times », porte-parole autorisé de la bourgeoisie anglaise, par ailleurs partisan convaincu de la nécessité de modifier les formes de domination politique en Espagne :

« Si les Cortes devaient faire obstruction au projet de réforme ou le dénaturer moyennant des amendements, il est en principe possible pour le roi de les dissoudre et de procéder directement à un référendum. »

« Mais l'on peut assurer que le roi aura de grandes réticences à s'engager dans ce qui ne pourrait être compris que comme un affrontement direct avec les hommes et les institutions qui représentent l'héritage du franquisme. »

Que le roi accepte de voir Suarez reculer devant le bunker ou qu'il lui demande de maintenir son projet, il se trouve placé aujourd'hui d'une manière comme de l'autre, au centre de la crise. Un référendum, suivi de la tentative pour greffer des chambres parlementaires sur le corps des institutions fascistes, ne ferait de même qu'accélérer leur désagrégation et aiguïser encore plus les conflits entre les fractions et les cliques du régime. La dislocation du régime franquiste et la crise des formes de domination ont précisément pour conséquence que, quelle que soit la voie qu'elle choisira ou la fraction en son sein qui l'emportera, la bourgeoisie n'a plus aucun moyen d'éviter la concentration des problèmes politiques autour de la question de l'Etat, et plus précisément encore autour de la monarchie comme telle.

Les directions ouvrières au secours du gouvernement Suarez

Face à l'affrontement à peu près inévitable, le rôle dévolu aux appareils contre-révolutionnaires est tout à fait précis : tenter d'empêcher toute intervention indépendante de la classe ouvrière et des masses par leurs propres moyens et pour leur propre compte.

A peine formé, le gouvernement Suarez a bénéficié de l'appui ouvert et total des directions du PCE et du PSOE. Début août, à l'issue du plénum du CC de l'appareil stalinien, tenu à Rome, Carrillo a déclaré que la proposition de Suarez d'ouvrir le dialogue avec l'opposition distinguait le nouveau gouvernement de tous les précédents :

« Eh bien, si ce gouvernement veut engager le dialogue, pourquoi ne le ferait-on pas, à la condition que l'opposition engage unie ce dialogue ? » (Triunfo, 7 août 1976.)

Forte de cette caution, la direction du PSOE, qui avait adopté une position identique, mandatait son secrétaire général Felipe Gonzalez pour s'entretenir avec Suarez et constater (voir « Triunfo » du 21 août) qu'il existait bien « une identité dialectique » (sic) entre les propos et objectifs de Suarez et ceux qu'il avait été chargé de défendre.

Les appareils contre-révolutionnaires sont chargés de traduire dans les faits cette « identité dialectique » entre leurs objectifs et ceux du gouvernement Suarez, et d'en poursuivre l'application sur tous les terrains de la lutte des classes, notamment celui du renouvellement des conventions collectives commencé depuis septembre.

L'enjeu des conventions collectives n'est pas seulement celui du niveau des salaires, mais aussi, et au moins autant, celui de l'existence de la CNS et de l'ensemble de ses structures, seules habilitées, selon la législation sociale du

fascisme, à intervenir dans les négociations. Or la CNS est, on le sait, tout autre chose qu'un « syndicat ». Elle est l'une des institutions centrales du système de domination fasciste, dont la bourgeoisie et les appareils cherchent depuis plusieurs mois « l'ajustement » nécessaire dans une tentative d'éviter sa destruction sous le coup des masses. Là où le renouvellement des conventions est déjà intervenu, les travailleurs ont lutté avec acharnement pour imposer que des délégués élus et contrôlés directement par eux-mêmes les représentent aux négociations, et ils ont fait de la démission des délégués élus lors des « élections syndicales » un point central de leur combat.

C'est pourquoi les dirigeants du PCE et du PSOE se sont portés au secours du gouvernement Suarez en menant avec acharnement le combat contre la classe ouvrière sur ce terrain.

Début septembre, Nicolas Sartorius, l'un des principaux responsables du PCE à la tête des commissions ouvrières, définissait l'orientation de l'appareil du PCE. Il s'attaquait « **aux aventures suicidaires** » et demandait, dans les négociations qui s'ouvraient, « **à chaque partie un degré suffisant de réalisme pour avoir une claire conscience de ses possibilités comme également de ses limites** ». A Léon, à Sabadell, à Bilbao, les responsables des commissions ouvrières ont, au moment de chaque négociation, pris fait et cause contre les travailleurs, pour la CNS, le patronat et le respect des « **canaux légaux** » dont la classe ouvrière sait qu'ils ont été mis en place contre elle.

« Informations ouvrières », le 29 septembre, a cité le compte rendu officiel fait par la direction des commissions ouvrières de leur rencontre avec le ministre chargé des relations syndicales. Sa lecture donne la mesure de la collaboration de classes établie par le PCE avec le gouvernement Suarez, mais aussi des problèmes que l'appareil reconnaît rencontrer :

« A son avis (le ministre), il est urgent de trouver des solutions et

les problèmes doivent être réglés en quelques semaines ; le processus de négociation (politique - NDLR) risque d'être lent ; il faudrait donc prendre le devant sur le terrain syndical, sinon il pourrait se créer une situation trop conflictuelle, que nous-mêmes (le pouvoir - NDLR) ne pourrions plus contrôler, et dans laquelle des « leaders » du mouvement syndical pourraient se « brûler » (c'est-à-dire se démasquer devant les masses - NDLR).

« Pour nous, ces dangers sont réels — dit Cipriano Garcia — mais c'est précisément le manque de liberté qui aiguise les conflits, les étend, qui introduit la politique dans les usines (sic !) quand il ne devrait pas en être ainsi. Beaucoup de conflits sont dramatiques, à cause de questions qui devraient être déjà résolues. »

Quelles que soient les difficultés, quel qu'en soit le coût, la direction du PCE entend défendre la monarchie jusqu'au bout. Face à un projet de réforme constitutionnelle et à un gouvernement dont le « Times » du 8 octobre considère qu'il n'est nullement acquis « **que l'un ait jamais force de loi** », et « **l'autre n'atteigne la fin de l'année** », et face à des mesures policières dont beaucoup continuent à frapper le PC, Carrillo considère, dans des réponses à « Cambio 16 », qu'il faut tout de même avoir une « **attitude positive** » et que l'on « **pourra même trouver une solution au problème de la légalisation du PCE en autorisant cette légalisation du parti sous un autre nom** » (!)...

La décision de la direction du PSOE d'accepter l'injonction de Suarez lui interdisant de tenir le congrès du parti, clandestinement ou à l'étranger, et de le reporter à décembre, après la fin du débat aux Cortes, relève de la même position : se soumettre aux exigences du gouvernement Suarez, ne rien faire qui puisse servir de près ou de loin de point d'appui à la classe ouvrière ou aux nationalités opprimées pour intervenir dans la crise qui sévit au sommet de l'Etat.

C'est dans ce contexte également

qu'il faut comprendre l'évolution de la Coordination démocratique, constituée en mars, après Vitoria, comme garde-fou par rapport à la mobilisation des masses contre le régime et comme instance centrale de collaboration de classes entre les partis ouvriers et une série de partis et hommes politiques de la bourgeoisie — démocrates chrétiens, carlistes, monarchistes. La Coordination démocratique a évolué de plus en plus vers la droite. Son orientation et sa composition initiales ont fait l'objet d'attaques continuelles depuis septembre. Menées par la Gauche démocratique de Ruiz Jimenez, avec l'assentiment et la participation active du PSOE et du PCE, ces attaques ont porté aussi bien sur la présence des organisations nationalistes petites-bourgeoises catalanes et basques que sur son programme, en particulier la référence à l'hypothèse même d'un référendum sur la forme républicaine ou monarchique du régime, et la référence aux statuts de 1931 et 1936 pour la Catalogne et l'Euzkadi.

Au lendemain de la réunion de la Coordination (23 octobre), Mugica, représentant le PSOE, et Azcarate, pour le PCE, ont confirmé l'appui des directions des partis ouvriers aux attaques de Ruiz Jimenez. Mugica a expliqué que défendre, dans les éventuelles négociations avec le gouvernement Suarez, la nécessité d'un référendum sur la nature du régime (monarchie ou république) équivaudrait à demander au gouvernement et au roi de partir et devrait donc être éliminé comme question à discuter.

Il a repris également, dans des termes voisins de ceux de tous les hommes politiques bourgeois, l'attaque contre le séparatisme, confirmant que sur ce point

(2) La question nationale en Espagne et les mots d'ordre défendus par les trotskystes sur cette question ont fait l'objet d'un rapport politique adopté le 1^{er} septembre à la Conférence de l'organisation « IV^e Internationale ». Ce rapport est publié dans « *Correspondance internationale* », novembre 1976.

vital pour la défense de l'Etat bourgeois en Espagne les directions des partis ouvriers adoptaient une orientation identique à celle des partis bourgeois (2).

Le combat pour le regroupement de la classe ouvrière

Le soutien acharné que le gouvernement Suarez et la monarchie ont reçu des directions du PCE et du PSOE n'est pas demeuré sans effet. Non seulement ce soutien a permis de colmater les brèches pendant quelques semaines au sommet de l'Etat, mais il a également ouvert directement la voie à l'agression contre la classe ouvrière et les masses contenue dans les mesures économiques annoncées le 12 octobre. Le degré avancé de décomposition du régime et celui de la bourgeoisie donnent à ces mesures un caractère non maîtrisé du point de vue de leurs conséquences politiques possibles et de la réaction qu'elles ont commencé à susciter de la part de la classe ouvrière.

Mais, du point de vue de l'orientation de la politique des appareils et de ce qu'elle signifie pour la classe ouvrière, ces mesures sont parfaitement claires. Grâce au PCE et au PSOE, le régime en décomposition a trouvé la possibilité de tenter d'asséner de derniers coups à la classe ouvrière. Cela n'en rend que plus significative l'analyse du combat que cette classe ouvrière a mené, en contradiction directe avec la politique de ses directions traîtres.

Depuis septembre, les combats engagés par la classe ouvrière ont vu la réaffirmation plus nette que jamais des traits qui s'étaient dégagés au cours des mois et même des années antérieures. A Léon, dans la grève de la construction, à Sabadell dans la grève de la métallurgie, à Bilbao dans la construction et chez les dockers, s'affirme la volonté des travailleurs de combattre avec l'aide d'organes construits et con-

trôlés par eux-mêmes. Ces organes deviennent le support d'un double mouvement, le premier vers la construction de formes autonomes de combat, le second vers la reconstruction de syndicats indépendants de classe aboutissant à la destruction de la CNS. Dans toutes les grèves, depuis celle de Léon jusqu'à celle qui vient d'éclater aux chantiers navals de la Bazan, à Cartagena, l'épreuve de force s'est engagée sur la question de la CNS. A Léon, les 4 500 travailleurs réunis régulièrement en assemblée générale ont, dans les premières phases de la grève, ratifié la décision de poursuivre la grève tant que la commission des délégués directement élus sur les chantiers ne serait pas chargée de négocier l'accord avec les entrepreneurs.

Dans cette assemblée du 6 septembre, rapporte « Ya » :

« On a pu enregistrer quelques incidents lorsque différents membres des commissions ouvrières, qui sont investies de responsabilités syndicales officielles (c'est-à-dire dans la CNS franquiste, NDLR) dans ce secteur, é mirent l'intention que le mot d'ordre soit retiré et que leur revienne à eux le soin des négociations collectives. Les travailleurs ont réagi violemment et les ont expulsés du lieu de l'assemblée générale. »

A la Bazan, écrit « El Pais » (20/10), les travailleurs ont obtenu la démission des « enlacs » (3) au premier jour de la grève « de façon que la direction ne puisse pas invoquer l'existence des « enlacs » comme seuls interlocuteurs valables », et que « soient reconnus les seuls délégués élus par l'assemblée ». La même question a été au centre de la grève de la EMT de Madrid.

Ces exemples traduisent le type de relations que la classe ouvrière a commencé à établir avec tous ceux qui veu-

lent jouer le rôle d'agents de la bourgeoisie.

Au moment de la chute du régime, c'est de ce mouvement que surgiront les différentes formes de comités que la classe ouvrière, renouant avec 1934 et 1936, construira de nouveau sur une échelle bien plus large encore. Aujourd'hui, ce qui est décisif, c'est le point d'appui que ce mouvement engagé au travers de toute l'Espagne constitue déjà pour la reconstruction sur une échelle importante de la CNT et de l'UGT, syndicats de classe traditionnels du prolétariat de l'Espagne.

L'importance primordiale de cette dimension du combat de la classe ouvrière résulte directement de toute l'analyse antérieure. Ce qui est devenu décisif, à un degré encore plus important que par le passé, c'est la possibilité pour la classe ouvrière de disposer ou non d'organisations qui centralisent son combat comme classe face à la bourgeoisie et qui lui permettent d'intervenir comme classe dans les déchirements qui vont avoir lieu au sein de l'appareil d'Etat.

Par tout leur passé, par leurs liens historiques avec la classe ouvrière et leur caractère d'organisations l'ayant organisée sur un terrain politique autant que syndical, l'UGT et la CNT sont désignées pour jouer ce rôle, même si, sur ce plan autant que sur les autres, les appareils et la bourgeoisie veillent, parce que comprenant clairement l'enjeu du combat. Les manifestations qui ont eu lieu au moment du retour du vieux dirigeant de l'UGT José Mata, au cours desquelles on a vu les dirigeants du PSOE et de l'UGT tenter d'interdire le cri : « **Demain, l'Espagne sera républicaine !** » aussi bien que le barrage dressé par l'appareil social-démocrate à l'entrée massive dans l'UGT de militants rompant avec les commissions ouvrières montrent la conscience qu'a l'appareil du PSOE du danger de voir l'UGT redevenir l'organisation qui puisse centraliser le combat de la classe ouvrière au niveau de l'Espagne comme telle.

(3) « Enlacs » et « jurados » sont les deux échelons de la représentation officielle de la CNS.

Mais, de même que les positions conformes aux intérêts de la classe ouvrière ont eu raison de l'orientation défendue par l'appareil du PSOE au sujet de la CNS dans le cadre du XXX^e Congrès de l'UGT, de même le caractère d'organisation traditionnelle de l'UGT, dont la classe ouvrière se saisit aujourd'hui, l'emporte de façon répétée sur l'orientation que voudraient imposer Felipe Gonzalez, Mugica et leurs hommes.

L'UGT vient de réaffirmer son opposition absolue à la CNS et, fédération après fédération, l'organisation prend également position contre la politique de l'appareil, des commissions ouvrières et de l'organisation de la hiérarchie catholique dans le cadre de la COS (coordination des organisations syndicales).

Il faut accorder également la plus grande importance aux décisions prises par le dernier plénum national de la CNT, dont la reconstruction se poursuit maintenant à un rythme rapide dans toute l'Espagne. La CNT a affirmé le rôle qu'elle entendait jouer dans « le démantèlement total de la CNS » et dans la « consolidation et le renforcement des alliances avec d'autres organisations de la classe ouvrière, qui défendent l'indépendance de la classe ouvrière et sa liberté d'organisation ».

Aujourd'hui, dans le contexte politi-

que précis défini plus haut, ces décisions ont une portée politique très grande. Si elles devaient être effectivement traduites dans la réalité, elles referaient de la CNT, sur des bases absolument correctes par rapport à l'un des enjeux immédiats de la lutte des classes, un pôle de référence et de regroupement pour la classe ouvrière tout entière, y compris par rapport aux enjeux encore plus directement politiques qui peuvent se poser brutalement à mesure que se développe la phase aiguë de la crise de décomposition du système franquiste.

Mais il n'y a pas de combat sur la ligne du front unique, pour dresser la classe ouvrière comme classe face à la bourgeoisie et assurer sa défense contre les soubresauts du régime à l'agonie, qui puisse être pleinement efficace s'il ne situe pas sur les mots d'ordre seuls capables d'en finir avec ce régime : A bas la monarchie ! A bas les institutions fascistes ! République ! Constituante ! Exercice complet du droit à l'autodétermination des nationalités !

C'est sur ces mots d'ordre que les trotskystes combattent pour regrouper politiquement l'avant-garde ouvrière dans les entreprises et dans les syndicats, jetant ainsi les bases de la construction du parti révolutionnaire en Espagne.

Etienne Laurent,
25 octobre 1976.